

Blé : la moisson catastrophique plonge les céréaliers dans la crise

Le rendement des producteurs de blé accuse une chute de plus de 30 % par rapport à 2015. Le gouvernement prépare des mesures d'accompagnement pour les fermes en difficulté.

Par [Sarah Belouezzane](#) et [Denis Cosnard](#) Publié le 09 août 2016 à 06h43 - Mis à jour le 09 août 2016 à 11h45

Temps de Lecture 1 min.

Ils ont longtemps été les seigneurs de l'agriculture. Cette année, les céréaliers français vont se retrouver en difficulté. La faute à une moisson catastrophique.

En moyenne, le rendement ne devrait pas dépasser 5,5 tonnes de blé à l'hectare, selon les estimations présentées mardi 9 août par le cabinet Agritel. Soit une chute de plus de 30 % par rapport à la récolte 2015, plutôt bonne, et de 26 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. « *Il faut remonter à 1983 pour trouver un rendement aussi bas* », précise Michel Portier, céréalier dans l'Oise et directeur d'Agritel. La production hexagonale devrait tomber autour de 29 millions de tonnes seulement, contre 40,9 millions de tonnes en 2015.

Les agriculteurs n'ont rien vu venir. « *En juin, les champs étaient beaux, avec beaucoup d'épis, et on a tous cru qu'on ferait une bonne récolte* », raconte M. Portier. Ces dernières semaines, il a fallu déchanter. Car, dans chaque épi, le nombre de grains s'est révélé particulièrement décevant. En cause, la météo de mai et juin. Beaucoup de pluie, peu de lumière. Les fleurs ont avorté, porté moins de grains. Résultat, une moisson calamiteuse.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [Agriculture : et si on produisait plus avec moins de pesticides et d'engrais](#)

Dans le rouge

Les paysans ne seront pas sauvés en vendant au prix fort. En effet, sur le reste du globe, les professionnels s'attendent au contraire à une moisson record. Si bien que les cours mondiaux sont au plus bas depuis 2009. Cette déprime pèse sur les prix français, même s'ils restent un peu supérieurs à ceux du blé russe avec lesquels la compétition est directe.

De nombreux agriculteurs vont donc passer dans le rouge, avec une perte moyenne estimée par le cabinet d'étude entre 60 000 et 70 000 euros pour une exploitation de 120 hectares. Le gouvernement prépare déjà des mesures d'accompagnement pour les fermes en difficulté : aide à l'obtention de prêts bancaires ou à la restructuration de la dette, dégrèvements sur la taxe de foncier non bâti pour les parcelles concernées. Les agriculteurs pourront aussi bénéficier de dérogations exceptionnelles aux obligations à remplir pour recevoir les aides européennes. Le plan n'a pas encore été chiffré. « *Il n'y a pas de budget affecté, on prend les demandes et, ensuite, on fait un effort* », explique-t-on au ministère.

[Sarah Belouezzane](#) et [Denis Cosnard](#)